

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2019/42374]

3 NOVEMBRE 2019. — Loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée transposant la directive (UE) 2019/475 et la directive (UE) 2018/1910 (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Disposition générales

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi transpose la directive (UE) 2019/475 du Conseil du 18 février 2019 modifiant les directives 2006/112/CE et 2008/118/CE en ce qui concerne l'inclusion de la municipalité italienne de Campione d'Italia et des eaux italiennes du lac de Lugano dans le territoire douanier de l'Union et dans le champ d'application territorial de la directive 2008/118/CE.

La loi transpose également la directive (UE) 2018/1910 du Conseil du 4 décembre 2018 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'harmonisation et la simplification de certaines règles dans le système de taxe sur la valeur ajoutée pour la taxation des échanges entre les États membres.

CHAPITRE 2. — Modification du territoire douanier de l'Union

Art. 3. Dans l'article 1^{er} du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 1^{er} juillet 2016, le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

“§ 4. L'intérieur du pays ne comprend pas les territoires nationaux suivants faisant partie du territoire douanier de la Communauté :

1° Royaume d'Espagne: les îles Canaries ;

2° République française: les territoires visés à l'article 349 et à l'article 355, paragraphe 1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

3° République hellénique: le Mont Athos ;

4° Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: les îles anglo-normandes ;

5° République de Finlande: les îles Åland ;

6° République italienne :

a) Campione d'Italia ;

b) les eaux nationales du lac de Lugano.

L'intérieur du pays ne comprend pas non plus les territoires nationaux suivants ne faisant pas partie du territoire douanier de la Communauté :

1° République fédérale d'Allemagne :

a) l'île d'Helgoland

b) le territoire de Büsing ;

2° Royaume d'Espagne :

a) Ceuta ;

b) Melilla ;

3° République italienne: Livigno ;

4° Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: Gibraltar.”.

CHAPITRE 3. — Régime de stocks sous contrat de dépôt

Art. 4. Dans le même Code, il est inséré un article 12ter rédigé comme suit :

“Art. 12ter. § 1^{er}. N'est pas assimilé à une livraison de biens effectuée à titre onéreux le transfert par un assujetti d'un bien de son entreprise sous un régime de stocks sous contrat de dépôt à destination d'un autre État membre.

FEDERALE OVERHEIDSVERDIENST FINANCIEN

[C – 2019/42374]

3 NOVEMBER 2019. — Wet tot wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde ter omzetting van richtlijn (EU) 2019/475 en richtlijn (EU) 2018/1910 (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekraftigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet voorziet in de omzetting van richtlijn (EU) 2019/475 van de Raad van 18 februari 2019 tot wijziging van richtlijnen 2006/112/EG en 2008/118/EG wat betreft de opname van de Italiaanse gemeente Campione d'Italia en de Italiaanse wateren van het meer van Lugano in het douanegebied van de Unie en in het territoriale toepassingsgebied van richtlijn 2008/118/EG.

De wet voorziet eveneens in de omzetting van richtlijn (EU) 2018/1910 van de Raad van 4 december 2018 tot wijziging van richtlijn 2006/112/EG wat betreft de harmonisatie en vereenvoudiging van bepaalde regels in het btw-stelsel voor de belastingheffing in het handelsverkeer tussen de lidstaten.

HOOFDSTUK 2. — Wijziging van het douanegebied van de Unie

Art. 3. In artikel 1 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, laatstelijk gewijzigd bij de programmatuur van 1 juli 2016, wordt paragraaf 4 vervangen als volgt:

“§ 4. Het binnenland omvat niet de volgende nationale grondgebieden die deel uitmaken van het douanegebied van de Gemeenschap:

1° Koninkrijk Spanje: de Canarische Eilanden;

2° Franse Republiek: de gebieden bedoeld in artikel 349 en artikel 355, lid 1, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie;

3° Helleense Republiek: de Berg Athos;

4° Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland: de Kanaaleilanden;

5° Republiek Finland: de Åland-eilanden;

6° Italiaanse Republiek:

a) Campione d'Italia;

b) de nationale wateren van het meer van Lugano.

Het binnenland omvat evenmin de volgende nationale grondgebieden die geen deel uitmaken van het douanegebied van de Gemeenschap:

1° Bondsrepubliek Duitsland:

a) het eiland Helgoland;

b) het grondgebied van Büsing;

2° Koninkrijk Spanje:

a) Ceuta;

b) Melilla;

3° Italiaanse Republiek: Livigno;

4° Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland: Gibraltar.”.

HOOFDSTUK 3. — Regeling inzake voorraad op afroep

Art. 4. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 12ter ingevoegd, luidende:

“Art. 12ter. § 1. De overbrenging door een belastingplichtige in het kader van de regeling inzake voorraad op afroep van een goed van zijn bedrijf naar een andere lidstaat, wordt niet behandeld als een levering van goederen onder bezwarende titel

§ 2. Aux fins du présent article, un régime de stocks sous contrat de dépôt est réputé exister lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° les biens sont expédiés ou transportés par un assujetti, ou par un tiers pour le compte de celui-ci, vers un autre État membre afin que ces biens y soient livrés à un stade ultérieur et après leur arrivée, à un autre assujetti qui a le droit de devenir propriétaire de ces biens en vertu d'un accord existant entre les deux assujettis ;

2° l'assujetti qui expédie ou transporte les biens n'a pas établi le siège de son activité économique et ne dispose pas d'un établissement stable dans l'État membre vers lequel les biens sont expédiés ou transportés ;

3° l'assujetti auquel les biens sont destinés à être livrés est identifié aux fins de la T.V.A. dans l'État membre vers lequel les biens sont expédiés ou transportés et tant son identité que le numéro d'identification à la T.V.A. qui lui a été attribué par ledit État membre sont connus de l'assujetti visé au 2° au moment du départ de l'expédition ou du transport ;

4° l'assujetti qui expédie ou transporte les biens inscrit le transfert des biens dans le registre prévu à l'article 54bis, § 1^{er}, alinéa 3 et indique l'identité de l'assujetti qui acquiert les biens et le numéro d'identification à la T.V.A. qui lui a été attribué par l'État membre vers lequel les biens sont expédiés ou transportés, conformément à l'article 53sexies, § 1^{er}, 4^o, dans le relevé à la T.V.A. des opérations intracommunautaires.

§ 3. Lorsque les conditions établies au paragraphe 2 sont remplies, une livraison de biens, conformément à l'article 39bis, alinéa 1^{er}, 1^o, est réputée être effectuée par l'assujetti qui a soit expédié ou transporté les biens lui-même, soit les a fait expédier ou transporter par un tiers agissant pour son compte au moment du transfert du pouvoir de disposer des biens comme un propriétaire à l'assujetti visé au paragraphe 2, 3^o, pour autant que le transfert ait lieu dans le délai visé au paragraphe 4.

§ 4. Lorsque, dans les douze mois suivant leur arrivée dans l'État membre vers lequel ils ont été expédiés ou transportés, les biens n'ont pas été livrés à l'assujetti auquel ils étaient destinés, tel qu'il est visé au paragraphe 2, 3^o, ou au paragraphe 6, et qu'aucune des circonstances visées au paragraphe 7 ne s'est produite, un transfert au sens de l'article 12bis, alinéa 1^{er}, est réputé avoir lieu le jour suivant celui de l'expiration de la période de douze mois.

§ 5. Aucun transfert au sens de l'article 12bis, alinéa 1^{er}, n'est réputé avoir lieu lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° le pouvoir de disposer des biens n'a pas été transféré et ces biens sont renvoyés vers la Belgique, dans le délai visé au paragraphe 4 ;

2° l'assujetti qui a expédié ou transporté les biens inscrit leur renvoi dans le registre prévu à l'article 54bis, § 1^{er}, alinéa 3.

§ 6. Lorsque, pendant la période visée au paragraphe 4, l'assujetti visé au paragraphe 2, 3^o, est remplacé par un autre assujetti, aucun transfert au sens de l'article 12bis, alinéa 1^{er}, est réputé avoir lieu au moment du remplacement, lorsque :

1° les autres conditions visées au paragraphe 2 sont remplies ;

2° le remplacement est inscrit par l'assujetti visé au paragraphe 2, 2^o, dans le registre visé à l'article 54bis, § 1^{er}, alinéa 3.

§ 7. Lorsque, pendant le délai visé au paragraphe 4, l'une des conditions visées aux paragraphes 2 et 6 cesse d'être remplie, un transfert de biens au sens de l'article 12bis, alinéa 1^{er}, est réputé avoir lieu au moment où la condition pertinente n'est plus remplie.

Lorsque les biens sont livrés à une personne autre que l'assujetti visé au paragraphe 2, 3^o, ou au paragraphe 6, il est considéré que les conditions visées aux paragraphes 2 et 6 cessent d'être remplies immédiatement avant une telle livraison.

§ 2. Voor de toepassing van dit artikel wordt geacht sprake te zijn van de regeling inzake voorraad op afroep wanneer aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° de goederen worden verzonden of vervoerd door een belastingplichtige of door een derde partij voor diens rekening naar een andere lidstaat om die goederen daar, in een later stadium en na aankomst, aan een andere belastingplichtige te leveren die ertoe gerechtig zal zijn om over deze goederen als eigenaar te beschikken krachtens een bestaande overeenkomst tussen de beide belastingplichtigen;

2° de belastingplichtige die de goederen verzendt of vervoert, heeft zijn zetel van economische activiteit niet gevestigd en heeft geen vaste inrichting in de lidstaat waarnaar de goederen worden verzonden of vervoerd;

3° de belastingplichtige voor wie de goederen zijn bestemd om te worden geleverd, is voor btw-doeleinden geïdentificeerd in de lidstaat waarnaar de goederen worden verzonden of vervoerd, en zowel zijn identiteit als het btw-identificatienummer dat door die lidstaat aan hem is toegekend, zijn bij de in 2° bedoelde belastingplichtige bekend op het tijdstip waarop de verzending of het vervoer aanvangt;

4° de belastingplichtige die de goederen verzendt of vervoert, neemt het vervoer van de goederen op in het in artikel 54bis, § 1, derde lid, bedoelde register en vermeldt de identiteit van de belastingplichtige die de goederen afneemt, evenals het btw-identificatienummer dat aan hem is toegekend door de lidstaat waarnaar de goederen worden verzonden of vervoerd, overeenkomstig artikel 53sexies, § 1, 4^o, in de btw-opgave van de intracommunautaire handelingen.

§ 3. Wanneer aan de voorwaarden van paragraaf 2 is voldaan, wordt een levering van goederen overeenkomstig artikel 39bis, eerste lid, 1^o, geacht te zijn verricht door de belastingplichtige die de goederen zelf heeft verzonden of vervoerd of voor zijn rekening door een derde heeft laten verzenden of vervoeren, op het tijdstip van de overdracht van de macht om als eigenaar over de goederen te beschikken, aan de in paragraaf 2, 3^o, bedoelde belastingplichtige, op voorwaarde dat de overdracht binnen de in paragraaf 4 bedoelde termijn plaatsvindt.

§ 4. Wanneer de goederen binnen twaalf maanden na aankomst van de goederen in de lidstaat waarnaar de goederen zijn verzonden of vervoerd, niet zijn geleverd aan de belastingplichtige voor wie zij waren bestemd, bedoeld in paragraaf 2, 3^o, of paragraaf 6, en geen van de omstandigheden van paragraaf 7 zich hebben voorgedaan, wordt een overbrenging in de zin van artikel 12bis, eerste lid, geacht te zijn verricht op de dag na het verstrijken van de periode van twaalf maanden.

§ 5. Wanneer de volgende voorwaarden zijn vervuld, wordt geen overbrenging in de zin van artikel 12bis, eerste lid, geacht te zijn verricht:

1° de macht om te beschikken over de goederen is niet overgedragen en die goederen worden teruggezonden naar België binnen de in paragraaf 4 bedoelde termijn;

2° de belastingplichtige die de goederen heeft verzonden of vervoerd, neemt de terugzending ervan op in het in artikel 54bis, § 1, derde lid, bedoelde register.

§ 6. Wanneer de in paragraaf 2, 3^o, bedoelde belastingplichtige binnen de in paragraaf 4 bedoelde termijn wordt vervangen door een andere belastingplichtige, wordt op het tijdstip van de vervanging geen overbrenging in de zin van artikel 12bis, eerste lid, geacht te zijn verricht, wanneer

1° de andere in paragraaf 2 bedoelde voorwaarden zijn vervuld;

2° de in paragraaf 2, 2^o, bedoelde belastingplichtige de vervanging opneemt in het in artikel 54bis, § 1, derde lid, bedoelde register.

§ 7. Wanneer één van de in de paragrafen 2 en 6 vastgelegde voorwaarden binnen de in paragraaf 4 bedoelde termijn niet langer is vervuld, wordt een overbrenging van goederen in de zin van artikel 12bis, eerste lid, geacht te zijn verricht op het tijdstip dat de desbetreffende voorwaarde niet langer is vervuld.

Wanneer de goederen worden geleverd aan een andere persoon dan de in paragraaf 2, 3^o, of in paragraaf 6 bedoelde belastingplichtige, worden de in de paragrafen 2 en 6 bedoelde voorwaarden geacht niet langer te zijn vervuld onmiddellijk vóór een dergelijke levering.

Lorsque les biens sont expédiés ou transportés vers un pays autre que la Belgique, il est considéré que les conditions visées aux paragraphes 2 et 6 cessent d'être remplies immédiatement avant le début de cette expédition ou de ce transport.

En cas de destruction, de perte ou de vol des biens, il est considéré que les conditions visées aux paragraphes 2 et 6 cessent d'être remplies à la date à laquelle les biens ont effectivement été enlevés ou détruits ou, lorsque cette date est impossible à déterminer, à la date à laquelle il a été constaté que les biens étaient détruits ou manquants.”.

Art. 5. L'article 25bis du même Code, inséré par la loi du 28 décembre 1992, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1995 et confirmé par la loi du 15 octobre 1998, est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

“§ 3. Est également considérée comme une acquisition intracommunautaire de biens, l'obtention par l'assujetti destinataire du pouvoir de disposer comme un propriétaire d'un bien meuble corporel acquis sous le régime visé à l'article 17bis de la directive 2006/112/CE.”.

Art. 6. Dans l'article 25quater, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 28 décembre 1992, les mots “conformément à l'article 12bis” sont remplacés par les mots “conformément aux articles 12bis et 12ter”.

Art. 7. Dans l'article 53sexies, § 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 28 décembre 1992, remplacé par la loi du 26 novembre 2009 et modifié par la loi du 25 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la phrase liminaire, les mots “faire connaître à l'administration en charge de la taxe sur la valeur ajoutée” sont remplacés par les mots “mentionner dans le relevé des opérations intracommunautaires à déposer auprès de l'administration en charge de la taxe sur la valeur ajoutée”;

b) le paragraphe 1^{er} est complété par le 4^o rédigé comme suit :

“4^o le numéro d'identification à la T.V.A. de l'assujetti auquel sont destinés des biens qui sont expédiés ou transportés au cours du mois précédent sous le régime de stocks sous contrat de dépôt dans les conditions visées à l'article 12ter, § 2, ainsi que tout changement concernant des informations fournies.”.

Art. 8. L'article 54bis, § 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 28 décembre 1992 et modifié en dernier lieu par la loi du 17 décembre 2012, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

“Tout assujetti qui transfère des biens dans le cadre du régime de stocks sous contrat de dépôt visé à l'article 12ter, tient un registre qui permet à l'administration chargée de la taxe sur la valeur ajoutée de vérifier l'application correcte de ce régime.

Tout assujetti destinataire d'une livraison de biens en Belgique dans le cadre du régime de stocks sous contrat de dépôt visé à l'article 17bis de la directive 2006/112/CE tient un registre de ces biens.”.

CHAPITRE 4. — Ventes en chaîne

Art. 9. L'article 14 du même Code, rétabli par la loi du 17 décembre 2012, est complété par le paragraphe 5 rédigé comme suit :

“§ 5. Lorsque les mêmes biens font l'objet de livraisons successives et qu'ils sont expédiés ou transportés d'un État membre vers un autre État membre, directement du premier fournisseur au dernier client dans la chaîne, l'expédition ou le transport n'est imputé qu'à la livraison effectuée à l'opérateur intermédiaire.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'expédition ou le transport n'est imputé qu'à la livraison de biens effectuée par l'opérateur intermédiaire lorsque ce dernier a communiqué à son fournisseur le numéro d'identification à la T.V.A. qui lui a été attribué par l'État membre à partir duquel les biens sont expédiés ou transportés.

Aux fins du présent paragraphe, il faut entendre par “opérateur intermédiaire” un fournisseur au sein de la chaîne autre que le premier fournisseur, qui expédie ou transporte les biens, soit lui-même, soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant pour son compte”.

Wanneer de goederen worden verzonden of vervoerd naar een ander land dan België, worden de in de paragrafen 2 en 6 bedoelde voorwaarden geacht niet langer te zijn vervuld onmiddellijk vóór de aanvang van een dergelijke verzending of een dergelijk vervoer.

In geval van vernietiging, verlies of diefstal van de goederen worden de in de paragrafen 2 en 6 bedoelde voorwaarden geacht niet langer te zijn vervuld op de datum waarop de goederen daadwerkelijk werden verwijderd of vernietigd, of wanneer het onmogelijk is om deze datum te bepalen, op de datum waarop werd vastgesteld dat de goederen waren vernietigd of verdwenen.”.

Art. 5. Artikel 25bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 1995 en bekraftigd bij de wet van 15 oktober 1998, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende:

“§ 3. Wordt eveneens beschouwd als een intracommunautaire verwerving van goederen, het verkrijgen door de belastingplichtige aan wie deze goederen worden geleverd van de macht om als eigenaar te beschikken over een lichamelijk roerend goed verkregen onder de regeling bedoeld in artikel 17bis van de richtlijn 2006/112/EG.”.

Art. 6. In artikel 25quater, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992, worden de woorden “overeenkomstig artikel 12bis” vervangen door de woorden “overeenkomstig de artikelen 12bis en 12ter”.

Art. 7. In artikel 53sexies, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992, vervangen bij de wet van 26 november 2009 en gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de inleidende zin, worden de woorden “de administratie belast met de belasting over de toegevoegde waarde in kennis stellen van de volgende gegevens” vervangen door de woorden “in de btw-opgave van de intracommunautaire handelingen die moet worden ingediend bij de administratie belast met de belasting over toegevoegde waarde de volgende gegevens mededelen”;

b) paragraaf 1 wordt aangevuld met de bepaling onder 4^o:

“4^o het btw-identificatienummer van de belastingplichtige voor wie de goederen zijn bestemd die in het kader van de regeling inzake voorraad op afroep overeenkomstig in artikel 12ter, § 2, bedoelde de voorwaarden, in de loop van de vorige maand werden verzonden of vervoerd, evenals elke wijziging in de ingediende informatie.”.

Art. 8. Artikel 54bis, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 17 december 2012, wordt aangevuld met twee ledien, luidende:

“Iedere belastingplichtige die goederen overbrengt in het kader van de regeling inzake voorraad op afroep bedoeld in artikel 12ter houdt een register bij dat de administratie belast met de belasting op de toegevoegde waarde in staat stelt de correcte toepassing van die regeling te controleren.

Iedere belastingplichtige aan wie goederen worden geleverd in België in het kader van de in artikel 17bis van de richtlijn 2006/112/EG bedoelde regeling inzake voorraad op afroep, houdt een register van deze goederen bij.”.

HOOFDSTUK 4. — Kettingverkopen

Art. 9. Artikel 14 van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 17 december 2012, wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende:

“§ 5. Wanneer dezelfde goederen het voorwerp van opeenvolgende leveringen uitmaken en die goederen van een lidstaat naar een andere lidstaat rechtstreeks van de eerste leverancier naar de laatste afnemer in de keten worden verzonden of vervoerd, wordt de verzending of het vervoer uitsluitend toegeschreven aan de levering aan de tussenhandelaar.

In afwijking van het eerste lid wordt de verzending of het vervoer uitsluitend aan de levering van goederen door de tussenhandelaar toegeschreven indien de tussenhandelaar aan zijn leverancier het btw-identificatienummer heeft meegegeeld dat de lidstaat waaruit de goederen worden verzonden of vervoerd, aan hem heeft toegekend.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt onder “tussenhandelaar” verstaan een andere leverancier in de keten dan de eerste leverancier in de keten, die de goederen ofwel zelf verzendt of zelf vervoert ofwel voor zijn rekening door een derde laat verzenden of vervoeren.”.

CHAPITRE 5. — Conditions pour l'exemption des livraisons intracommunautaires de biens

Art. 10. Dans l'article 39bis du même Code, inséré par la loi du 28 décembre 1992, remplacé par l'arrêté royal du 29 décembre 1992, confirmé par la loi du 22 juillet 1993 et modifié en dernier lieu par la loi du 29 novembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er}, 1^o, est remplacé par ce qui suit :

“1^o les livraisons de biens expédiés ou transportés par le vendeur autre qu'un assujetti bénéficiant du régime prévu à l'article 56bis, par l'acquéreur ou pour leur compte en dehors de la Belgique mais à l'intérieur de la Communauté, lorsque :

a) ces livraisons ne sont pas soumises au régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire établi par l'article 58, § 4 ;

b) ces livraisons sont effectuées pour un autre assujetti ou pour une personne morale non assujettie, agissant en tant que tel dans un autre Etat membre et qui :

- est identifié aux fins de la T.V.A. dans un autre Etat membre ;

- a communiqué ce numéro d'identification à la T.V.A. au fournisseur ;”;

b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1 et 2 :

“L'exemption visée à l'alinéa 1^{er}, 1^o, ne s'applique pas lorsque le vendeur n'a pas satisfait à l'obligation de déposer le relevé à la T.V.A. des opérations intracommunautaires visé à l'article 53sexies ou lorsque le relevé qu'il a soumis ne contient pas les informations correctes concernant ces livraisons, à moins qu'il ne justifie dûment le manquement à ces obligations.”.

CHAPITRE 6. — Dispositions finales

Art. 11. Le chapitre 3 s'applique aux biens qui sont expédiés ou transportés à partir du 1^{er} janvier 2020, au départ de la Belgique vers un autre Etat membre ou en sens inverse sous le régime visé à l'article 17bis de la directive 2006/112/CE.

Art. 12. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 novembre 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
A. DE CROO

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)

Documents : K-0294

Compte rendu intégral : 24 octobre 2019

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2019/204719]

26 OCTOBRE 2019 — Arrêté royal fixant, pour les entreprises qui fabriquent des accessoires de mobilier de jardin ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection (CP 109), les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail d'ouvrier (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, l'article 51, § 1^{er}, remplacé par la loi du 30 décembre 2001 et modifié par les lois des 4 juillet 2011 et 15 janvier 2018;

HOOFDSTUK 5. — Voorwaarden voor de vrijstelling van intracommunautaire leveringen van goederen

Art. 10. In artikel 39bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992, vervangen bij het koninklijk besluit van 29 december 1992, bekraftigd bij de wet van 22 juli 1993 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 29 november 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid, 1^o, wordt vervangen als volgt:

“1^o de leveringen van goederen door de verkoper, andere dan een belastingplichtige die de regeling geniet bepaald in artikel 56bis, door de afnemer of voor hun rekening verzonden of vervoerd buiten België maar binnen de Gemeenschap, wanneer :

a) deze leveringen niet zijn onderworpen aan de bijzondere regeling van belastingheffing over de winstmarge ingesteld bij artikel 58, § 4;

b) deze leveringen worden verricht voor een andere belastingplichtige, of voor een niet-belastingplichtige rechtspersoon die als zodanig handelt in een andere lidstaat, en die :

- in een andere lidstaat voor btw-doeleinden is geïdentificeerd;

- dit btw-identificatienummer heeft meegedeeld aan zijn leverancier;”;

b) tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidende :

“De in het eerste lid, 1^o, bedoelde vrijstelling geldt niet indien de verkoper niet voldoet aan de verplichting om de in artikel 53sexies bedoelde btw-opgave van de intracommunautaire handelingen in te dienen of indien de door hem ingediende opgave niet de correcte informatie betreffende die leveringen bevat, tenzij hij de tekortkoming aan die verplichtingen terdege kan verantwoorden.”.

HOOFDSTUK 6. — Slotbepalingen

Art. 11. Hoofdstuk 3 is van toepassing op de goederen die vanaf 1 januari 2020 worden verzonden of vervoerd van België naar een andere lidstaat of omgekeerd onder de regeling bedoeld in artikel 17bis van de richtlijn 2006/112/EG.

Art. 12. Deze wet treedt in werking op 1 januari 2020.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 november 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eersteminister en Minister van Financiën,
A. DE CROO

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Stukken : K-0294

Integraal verslag: 24 oktober 2019

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2019/204719]

26 OKTOBER 2019. — Koninklijk besluit tot vaststelling voor de ondernemingen die tuinmeubelaccessoires vervaardigen en die onder het Paritaire Comité voor het kleding- en confectiebedrijf (PC 109) ressorteren, van de voorwaarden waaronder het gebrek aan werk wegens economische oorzaken de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden schorst (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, artikel 51, § 1, vervangen bij de wet van 30 december 2001 en gewijzigd bij de wetten van 4 juli 2011 en 15 januari 2018;